



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241014-lmc1350260-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 15 octobre 2024
Date de publication : 15/10/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 OCTOBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	1	3

OBJET DE LA DECISION

N° 24/595

**CONVENTION DE
PARTENARIAT ET DE MISE A
DISPOSITION ENTRE LA
METROPOLE TPM ET LA
DIRECTION
DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER
DU VAR - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/595

BUREAU DU 14 OCTOBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A
DISPOSITION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET
DE LA MER DU VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

CONSIDERANT que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var pilote une opération de préservation et de mise en valeur de la petite rade de Toulon, consistant entre autres à enlever et traiter les épaves et navires abandonnés,

CONSIDERANT que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var propose une mutualisation des moyens pour la mise à terre, la préparation et le transport des navires échoués et abandonnés vers un centre de retraitement agréé,

CONSIDERANT la demande de la direction départementale des territoires et de la mer du Var de pouvoir disposer de terre-plein portuaire afin de conduire cette opération « rade propre »,

CONSIDERANT que pour la Métropole TPM, un tel partenariat s'inscrit dans la dynamique de nettoyage des ports dont elle est Autorité Portuaire,

CONSIDERANT la nécessité pour la Métropole TPM d'évacuer de la rade les navires abandonnés dans les zones où elle est Autorité Portuaire,

CONSIDERANT que la direction départementale des territoires et de la mer du Var, propose en échange d'une mise à disposition à titre gracieux de 100 mètres linéaire de quai et 1 000 m² de terre-plein de prendre à sa charge l'évacuation de neufs navires abandonnés, à minima, vers le centre de retraitement,

CONSIDERANT que la Métropole TPM dispose de terre-pleins disponibles avec un accès maritime pour conduire une telle opération,

CONSIDERANT que cette démarche contribue à la mise en valeur d'un patrimoine naturel, culturel et paysager, partagé entre une multitude d'usagers,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du var dans le cadre de l'opération de préservation et de mise en valeur de la petite rade de Toulon.

ARTICLE 2

DE DIRE que, considérant l'intérêt général de l'action cette mise à disposition est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence financière sur le budget des ports Métropolitains BA 15.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 octobre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION POUR LA MISE A DISPOSITION DU QUAI D'ARMEMENT POUR LE TRAITEMENT D'ÉPAVES ET DE NAVIRES ABANDONNÉS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU VAR

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée
107 avenue Henri Fabre, CS 30536 83041 Toulon cedex 9
Représentée par son Président, **Jean-Pierre GIRAN**, autorisé à cet effet par la décision du Bureau
Métropolitain n°.....en date du

Ci-après dénommée : **TPM ou Autorité Portuaire**

D'une part,

ET

La Préfecture du Var
Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie - CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Représentée par son préfet, **Philippe MAHE**, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée : **Préfecture du Var, DDTM DU VAR ou services de l'État**

D'autre part

Ci-après dénommées ensemble : **LES PARTIES**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La petite rade se présente comme un élément marquant du paysage de l'agglomération toulonnaise, une petite mer intérieure pour les communes de Saint-Mandrier, de la Seyne-sur-Mer et de Toulon dont les rivages dévoilent de multiples facettes qui composent un environnement riche et privilégié.

Le Préfet du Var a chargé la direction départementale des territoires et de la mer du Var de piloter une opération de préservation et de mise en valeur de la petite rade de Toulon. Cette opération comporte plusieurs axes de nature à optimiser la chaîne de traitement des navires abandonnés et des navires mouillés illégalement dans la petite rade de Toulon.

La Métropole TPM, en sa qualité d'Autorité Portuaire est également engagée dans un travail de recensement d'identification et de traitement des épaves et navires abandonnées dans les limites administratives de ses ports.

Plusieurs actions ainsi ont été entreprises, d'une part pour lutter contre le mouillage illégal dans ladite rade et d'autre part pour traiter les épaves et les corps morts illégaux.

Ces démarches collectives contribuent à la mise en valeur d'un patrimoine naturel, culturel et paysager, partagé entre une multitude d'utilisateurs.

Cette convention a ainsi pour objectif de définir le partenariat entre la DDTM du Var et l'autorité portuaire relatif à l'opération de préservation de la petite rade de Toulon.

Ceci exposé, il est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques d'un partenariat entre **TPM** et la **DDTM DU VAR** afin de conduire les différentes opérations d'enlèvements et de préparations avant transports de navires abandonnés et d'épaves avec un objectif de mutualisation des moyens.

ARTICLE 2 – Coordination des parties

2.1 – TPM

La Métropole TPM s'engage à :

- Mettre à disposition de 100 m linéaire de quai au « quai d'armement » sis la Seyne-sur-Mer qui seront délimités par la Métropole lors de l'établissement de l'état des lieux comme mentionné à l'article 5 ;
- Mettre à disposition de 1 000 m² de terre-pleins au « quai d'armement » sis la Seyne-sur-Mer qui seront délimités par la Métropole lors de l'établissement de l'état des lieux comme mentionné à l'article 5 ;
- Prendre à minima en charge le transport, qu'il soit terrestre ou nautique d'au moins 9 navires (caractéristiques § 2.2)

2.2 – DDTM DU VAR

La DDTM du Var pilote une opération de préservation de la petite rade de Toulon en associant les autres acteurs concernés par le sujet.

Cette opération de préservation de la petite rade de Toulon souhaitée par les préfets maritime et terrestre s'inscrit dans un objectif commun où collectivités et services de l'État participent de manière complémentaire.

Cette opération globale se compose de plusieurs projets portés par des maîtres d'ouvrage différents (Commune de La Seyne-sur-Mer, la Métropole, l'État).

Dans le cadre de ce partenariat, la DDTM du Var propose une mutualisation des moyens l'enlèvement, le stockage et le transport des navires échoués et abandonnés.

Ainsi dans l'esprit de cette mutualisation, la DDTM du Var traitera à minima les navires suivants, dont le transport terrestre ou maritime jusqu'au quai d'armement aura été pris en charge par TPM dans le cadre de l'opération rade propre :

- 7 voiliers monocoque de 6,60 m à 9,35 m ;
- 1 vedette de 6 m ;
- 1 pointu de 6,20 m.

En fonction de la compatibilité entre le plan de charge des entreprises retenues et les capacités et/ou besoins exprimés de la métropole cette liste pourra être complétée.

Dans le cadre de la mise à disposition du quai d'armement et du terre-plein attenant, la DDTM du Var s'engage :

- À veiller au bon déroulement de la mise en place du chantier ;
- Au suivi et à la coordination des entreprises ;
- Au suivi de la réglementation concernant la zone portuaire ;
- À la prise en compte des contraintes liées à l'exploitation du port.

ARTICLE 3 – Durée de la convention

La présente convention de partenariat prend effet à compter de sa notification par la Métropole TPM à la DDTM du Var pour se terminer 6 mois plus tard.

ARTICLE 4 – Aspect financier

TPM met à disposition à titre gracieux les espaces désignés à l'article 2.2, nécessaires à la conduite de l'opération.

Il n'y aura aucun flux financier entre les parties.

ARTICLE 5 – Etat des lieux

Un état des lieux contradictoire des quais et terre-pleins sera effectué au début et à la fin de la mise à disposition.

A la fin de l'opération et au plus tard à l'échéance de la convention la DDTM DU VAR restituera à TPM les quais et terre-pleins dans l'état où ils ont été mis à disposition.

ARTICLE 6 – Responsabilité

Chacune des parties agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité.

Les parties déclarent et reconnaissent quelles sont et demeurent, durant toute la durée de la présente convention des partenaires indépendants assurant chacune les risques de leurs obligations.

ARTICLE 7 – Utilisation des logotypes

La DDTM DU VAR et TPM pourront faire apparaître les contributions de chacune des parties (par l'apposition d'un logo par exemple et conformément à la charte graphique en vigueur) sur tous les supports de communications.

L'opération est aidée avec la participation financière de France Nation Verte. Pour toutes les actions d'information et de communication du maître d'ouvrage, l'apposition du logo France Nation Verte est exigée.

Chaque partie s'engage, à l'expiration de la présente convention, à cesser tout usage du logotype de l'autre partie.

Les opérations de communication seront coordonnées entre la Métropole et les services de l'État.

ARTICLE 8 – Règlement du litige

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention de partenariat ou de ses avenants, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à un règlement amiable de ce désaccord.

Dans l'hypothèse où la conciliation échouerait, il est expressément convenu que tout litige relatif à la validité, interprétation ou l'exécution de la présente convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 9 – Avenants

Toute modification des clauses de la convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 10 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties.

Article 11 - Informatique et libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon en deux exemplaires le :

Pour la préfecture du Var

Philippe MAHE, préfet du Var

Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN, Président